

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-09-12-00002

arrêté préfectoral de prescriptions
complémentaires relatif à l'établissement
exploité par la société AIR LIQUIDE FRANCE
INDUSTRIE situé 3 rue Charles Tellier à LIMAY
(78520)

ARRÊTÉ
préfectoral de prescriptions complémentaires
relatif à l'établissement exploité par la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
situé 3 rue Charles Tellier à LIMAY (78520)

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 511-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, et en particulier son article 9 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 93-0101 du 14 septembre 1993 autorisant la société AIR LIQUIDE à poursuivre l'exploitation à Limay (78520), 3 rue Charles Tellier, ZI de Limay Porcheville, d'une usine de production d'acétylène et actualisant les prescriptions réglementant les installations ;

VU l'arrêté préfectoral n°09-140/DDD du 26 octobre 2009 imposant à la société AIR LIQUIDE des prescriptions complémentaires suite à l'instruction de l'étude de dangers et du bilan de fonctionnement portant sur les installations situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

VU le récépissé en date du 24 août 2011 donnant acte à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE de sa déclaration de succession à la société AIR LIQUIDE dans la gestion et l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement situées à Limay, 3 rue Charles Tellier ;

VU l'arrêté préfectoral n°2013329-005 du 25 novembre 2013, modifiant l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2009 susvisé, actant la révision de l'étude de dangers de la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE pour le site exploité à Limay (78520), 3 avenue Charles Tellier, et mettant à jour le classement du site ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014107-0007 du 17 avril 2014 imposant à la société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE des quantités maximales de déchets entreposés sur le site exploité à Limay (3 rue Charles Tellier) ;

VU l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le dossier de « porter-à-connaissance » en date du 23 juillet 2024 relatif à la fermeture du site localisé au 5, rue Charles Tellier transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ;

VU le dossier de « porter-à-connaissance » en date du 4 décembre 2024 relatif à l'augmentation de la quantité d'acétylène stockée et au réaménagement du parc de stockage transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 18 juillet 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 30 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les commentaires de l'exploitant par courriel en date du 13 août 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des quantités d'acétylène présentes sur site, prévue dans le dossier du 23 juillet 2024 susvisé, représente 114% des capacités déjà existantes, ce qui constitue une augmentation significative ;

CONSIDÉRANT que la réorganisation des stockages, prévue dans le dossier du 4 décembre 2024 susvisé, déplace la localisation des phénomènes accidentels liés à ces stockages, et augmente en particulier l'exposition des tiers aux effets irréversibles d'un phénomène accidentel se produisant sur le site ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation des capacités de stockage affecte la probabilité de survenue d'un phénomène accidentel sur le site, qui doit donc être réétudiée ;

CONSIDÉRANT que la modification de l'aménagement du site fragilise l'organisation d'urgence de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il en résulte que l'analyse des risques apportés par les modifications envisagées n'est pas suffisante ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées ne peut conclure à ce stade au caractère substantiel ou non, au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, de l'ensemble des modifications décrites dans les dossiers du 23 juillet 2024 et du 4 décembre 2024 susvisés ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence l'instruction des demandes de modifications déposées par AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES ne peut se poursuivre en l'état ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des conséquences de la fermeture du site situé au 5 rue Charles Tellier en matière de gestion d'urgence, le plan d'opération interne de l'exploitant n'est plus à jour ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié susvisé prévoit, lors de la révision d'une étude de dangers, que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de ce même arrêté, soit adressée au préfet ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 13 août 2025 susvisé, AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIES transmet son plan d'opération interne à l'inspection des installations classées, mis à jour en décembre 2024 pour tenir compte de la fermeture du site situé au 5 rue Charles Tellier, et qu'il n'apparaît plus nécessaire de prescrire cette mise à jour dans le présent arrêté ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE dont le siège social est situé au 6 rue Cognacq-Jay à Paris (75007) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation de son unité de production et conditionnement d'acétylène ainsi que le stockage associé situés sur la commune de Limay (78520) au 3 rue Charles Tellier.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 – REVISION DE L'ETUDE DE DANGERS

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sous un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, son étude de dangers révisée.

ARTICLE 3 – LISTE DES PRODUITS DE DECOMPOSITION SUSCEPTIBLES D'ETRE EMIS LORS D'UN INCENDIE

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

TITRE 2 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS - MESURES DE PUBLICITE - EXECUTION

ARTICLE 4 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyens accessible sur le site internet <https://telerecours.fr>.

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

ARTICLE 5 - MESURES DE PUBLICITE

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de, Limay où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché à la mairie de Limay, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6 - OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon les cas, de non prorogation du délai du recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 7 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 12 septembre 2025

Le Préfet,
par délégation, la Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
l'adjointe à la chef de l'unité départementale des Yvelines,



Marielle MUGUERRA